

## **Évolution des recettes fiscales non pétrolières du Cameroun**

Après la période 2008-2012 (soit 05 années), marquée par des réalisations en deçà des objectifs fixés par la loi de finances, la DGI amorce en 2013 le redressement de sa courbe de mobilisation des recettes fiscales non pétrolières, grâce à une mobilisation de **1 230,4 milliards FCFA** ... **(Voir Rapports Annuels)**

## **Évolution des recettes fiscales pétrolières**

Hormis les recettes fiscales non pétrolières, la DGI mobilise pour le compte du budget de l'État, les recettes fiscales pétrolières constituées exclusivement de l'impôt sur les sociétés pétrolières **(Voir Rapports Annuels)**

## **Évolution des recettes affectées aux CTD et aux EP mobilisées par la DGI**

Outre la collecte des recettes pour le compte du budget de l'État, la DGI a mobilisé **184,1 milliards FCFA** au titre des recettes affectées réparties en recettes affectées aux CTD et aux EP **(Voir Rapport Annuel 2018)**

## **Évolution des impôts majeurs**

Les efforts de mobilisation et de sécurisation des recettes, par la DGI, se manifestent également dans les évolutions des impôts majeurs **(Voir Rapport Annuel 2018)**

## **Évolution du rendement des structures opérationnelles de la DGI**

Les structures opérationnelles de la DGI ont des contributions variées à la mobilisation des ressources **(Voir Rapport Annuel 2018)**

## **Évolution du rendement de la DGI par secteur d'activité**

En 2018, la mobilisation de recettes fiscales non pétrolières a été, en grande partie, portée par les entreprises du secteur secondaire (53,7%), suivi du secteur tertiaire (45,4%) et dans une proportion marginale du secteur primaire (0,9%) **(Voir Rapport Annuel 2018)**

## **Évolution du rendement des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME)**

La réforme de réorganisation des services entamée depuis 2013, à la faveur du recentrage de la DGE sur la gestion de véritables grandes entreprises et le retrait de la gestion de la TVA des CDI au profit des CIME, s'est poursuivie en 2018 par la mise en production de sept (07) nouveaux CIME, portant ainsi à quinze (15) le nombre de ces structures opérationnelles sur l'ensemble du territoire national **(Voir Rapport Annuel 2018)**